



## LE CHANGEMENT. C'EST URGENT !

**A**u lendemain des élections municipales, le message des électeurs-trices est très clair: les engagements pris par la gauche du gouvernement ne sont pas tenus ! Les personnes en responsabilité, malgré leurs déclarations, sont incapables de sortir le pays du marasme. Pire elles développent une politique qui détériore la situation des plus vulnérables, qu'elles avaient promis d'améliorer.

Résultat :

- 40% d'abstentionnistes qui estiment inutile d'apporter leur voix à des individus en qui ils-elles n'ont plus confiance. Parmi ces abstentionnistes, la proportion des jeunes (64%) et des ouvriers-ères (50%) est particulièrement importante
- Un vote Front National en forte progression qui permet à ce « parti » de s'habiller « propre », alors que rien n'a changé sur le fond, et de gagner 14 villes, même si certaines figures emblématiques ont été battues.
- Une déroute électorale qui laisse les responsables gouvernementaux désemparés et incapables de propositions nouvelles.

**Nous n'attendons pas comme réponse un relookage gouvernemental. Il faut urgemment un changement de cap politique !**

Les cadeaux fiscaux ne peuvent être dirigés à sens unique : le rééquilibrage Capital/Travail renforce encore la part du capital dans la redistribution. C'est inacceptable alors que la population souffre, que les salarié-es, chômeurs-ses, retraité-es ou personnes en difficulté sont au bord de l'asphyxie, le CAC 40 retrouve ses couleurs de 2008 et atteint des sommets.

Il ne se passe pas un jour sans que nous n'entendions parler d'augmentation d'impôts, de taxes, de l'énergie, de report d'augmentation des salaires ou des droits, de licenciements massifs, quand dans le même temps les résultats excédentaires et les dividendes versés aux actionnaires progressent.

Pour ne prendre que l'exemple des retraité-es, la situation devient irrespirable : après les accusations laissant à penser qu'ils-elles sont un poids pour l'économie, les mauvaises nouvelles s'accumulent :

- Augmentation des impôts pour la plupart d'entre eux – elles
- Gel de la revalorisation des retraites complémentaires ARRCO – AGIRC
- Report au 1er octobre de l'augmentation du régime général qui avait déjà été reportée au 1er avril

Au soir des résultats du 1er tour, le premier ministre parlait de poursuivre l'action gouvernementale (en l'accélération) en ajoutant dans la justice sociale. Il faut changer d'orientation!

Quand le nombre de chômeurs-ses monte à des sommets encore jamais atteints, alors qu'en d'autres temps l'engagement était d'inverser la courbe du chômage, quand une majorité de la population refuse la politique mise en œuvre sans adhérer pour autant à celle qu'elle avait repoussée 2 ans auparavant, quand les mécontentements sont à des niveaux aussi élevés, **il est urgent de proposer des orientations nouvelles, porteuses de sens et d'adhésion même si elles sont en rupture avec l'orthodoxie de l'économie libérale.**

**Faute de quoi les avertissements actuels risquent de faire pâle figure par rapport aux désastres à venir.**

**En résumé dans ce numéro :** *La situation des retraité-es et leur place dans la société • Retraité-es citoyens et citoyennes • Médicaments sur internet : vigilance ! • Renoncement aux soins (...) : état des lieux en 2013 • Rapport Honeyball*

# LA SITUATION DES RETRAITÉ-ES ET LEUR PLACE DANS LA SOCIÉTÉ.

Un phénomène nouveau est apparu ces dernières années. La vie se répartit en '3 âges' d'une importance presque équivalente en durée : l'enfance et la jeunesse (25 ans), la vie active (35 à 40 ans) et la retraite (25 à 30 ans). Parler de la situation des retraité-e-s c'est donc parler (en moyenne) de la situation de chaque Français-e pendant 1/3 de sa vie.

## Quelle approche face à cette nouvelle situation ?

Considérer les retraité-es comme un coût social ou avoir une approche humaniste ? Veut-on qu'ils/elles soient retraité-es citoyen-nes ou assisté-es ? Véritable enjeu de société... car derrière la satisfaction des besoins spécifiques des retraité-es se profilent notamment la protection sociale et le lien intergénérationnel.

Les laudateurs du néo libéralisme voient dans la crise l'occasion de substituer la lutte des âges à la lutte des classes, les jeunes étant présenté-es comme des victimes de l'égoïsme des aîné-es. Cette crise, au demeurant, touche le monde entier. Elle n'oppose pas les travailleurs aux paresseux, les hommes aux femmes, le Nord au Sud.

Pour le philosophe Lucien Sève: « *La crise actuelle n'est pas seulement financière, économique, sociale, écologique, mais aussi - on ne le dit pas assez - anthropologique... Le genre humain est menacé dans ses valeurs et son existence civilisée par l'implacable logique qui fait de toute activité, mentale comme physique, une marchandise rentable ou jetable...* »

## Nous ne sommes pas face à une situation d'assistance des retraité-es car ils ont été salarié-es.

Les retraité-es ne sont pas des assisté-es ; leur pension est une conquête sociale que les gouvernements, acquis aux idées libérales, s'évertuent à réduire à coup de contre-réformes successives. Alors que les retraité-es sont en nombre croissant, la part de richesse consacrée aux pensions évolue peu : 13,6% du PIB en 2012, l'augmentation étant de +0,1% par an depuis 2009 !

Ce quasi blocage induit une baisse de pouvoir d'achat des retraité-es. Notons un ralentissement du flux de cessation d'activité depuis 2010 du fait de l'allongement de la durée de cotisation, du recul de l'âge de départ et de la baisse des départs pour motifs familiaux (mères de 3 enfants et plus). Il s'accompagne d'un vieillissement des salarié-es d'une manière générale.

Quant au montant des pensions, selon la DREES (Ministère des Affaires Sociales), la pension moyenne tous régimes confondus s'établit à 1 256 € mensuels en 2011, soit 3,2% de plus qu'à la fin 2010. Les 2/3 de cette hausse proviennent de la revalorisation légale des pensions appliquée par chaque caisse de retraite, le 1/3 restant étant dû à l'effet de noria, c'est-à-dire au remplacement des retraité-es les plus âgé-es, décédé-es en cours d'année, par de nouveaux et nouvelles elles retraité-es disposant généralement de carrières salariales plus favorables.

D'autre part, on constate une augmentation notoire de la surcote pour les 3 Fonctions Publiques alors que la décote a tendance à se stabiliser, ce qui induit, pour les Finances de l'État, l'inverse de ce qui était escompté avec une surcote... qui coûte cher, et ça va durer !

Enfin, ne perdons pas de vue ceci que de 1998 à 2005, les 0,01% des foyers les plus riches ont vu leurs revenus réels croître de 42,6% contre 4,6% pour les 90% des foyers les moins riches.

Depuis 10 ans, le revenu moyen des 10% des Français les plus modestes s'est accru de 400 €/an. Celui des 10% les plus favorisés a augmenté de 8 950 €/an. Les 0,01% des foyers les plus fortunés gagnent 735 000 €/an. Ce constat d'accroissement des inégalités ouvre d'autres choix politiques à la question du financement des retraites et des salaires.

**La FSU ne se résout pas à attendre le prochain « plan de sauvetage » dont les contours ont toutes les chances d'être les suivants :** augmentation de la CSG de 6,6% à 7,5%, suppression de l'abattement de 10% sur les impôts, suite de la désindexation partielle des pensions, nouvel allongement de cotisation, nouveau recul de l'âge de départ,...

Faut-il aller plus loin dans l'austérité ? Nous devons militer pour une prise en compte du fait que le travail n'est pas un coût mais qu'il est le producteur de richesse, que le salaire et la retraite sont des revenus du travail à des moments différents de la vie et non des variables d'ajustement d'une situation économique qui satisfait les financiers. Nous devons exiger les moyens d'une vie digne pour toutes et tous et à tous les âges.



**Nous contacter :**

Tel : 06.52.08.29.57

Email : [amae.mutuelle@gmail.com](mailto:amae.mutuelle@gmail.com)

<http://amaemut2m.free.fr>

AMAE 43/45 rue de Javel 75015 PARIS

**UNE VRAIE BONNE MUTUELLE  
AVEC UNE BONNE COUVERTURE MUTUALISTE**  
Pour les ex-salarié-es de Pôle Emploi . ASSEDIC . ANPE . AFPA  
Pour les salarié-es et ex-salarié-es des Missions locales / PAIO

**SOLIDARITE :**

**Intergénérationnelle :** pas dévolution des cotisations avec l'âge

**Avec les précaires** des services de l'emploi

**9 tranches de cotisations** suivant les revenus

## RETRAITÉ-ES CITOYENS ET CITOYENNES

**Nous avons rencontré Simone qui est présidente de l'épicerie solidaire des quatre ponts dans la région stéphanoise.**

**Quand a démarré l'épicerie solidaire dans ta région?**

Les épiceries solidaires ont environ une quinzaine d'années d'existence. Le groupement des épiceries solidaires en Rhône Alpes (GESRA) va fêter ses 10 ans en Octobre.

**Quels sont ses objectifs ?**

Ils sont de permettre à des personnes en difficulté . d'acheter librement des produits alimentaires, d'hygiène et d'entretien à moindre coût (environ 30% du prix moyen du marché) et de bénéficier d'un accompagnement individuel et collectif. En effet, avec l'économie réalisée, les bénéficiaires s'engagent sur un projet comme : réduire un découvert, régler un retard de loyer, la cotisation à une mutuelle ou les frais liés à la reprise du travail etc. Nous luttons contre l'exclusion, sans favoriser l'assistanat.

A Andrézieux-Bouthéon, une Conseillère en Économie Sociale et Familiale (CESF) accompagne les personnes dans la réalisation de leur projet tout au long de leur présence à l'épicerie (6 mois). En 2013, 104 familles ont bénéficié de cette épicerie. Seules les personnes orientées par l'assistante sociale des communes adhérentes sont acceptées.

**Sur Andrézieux-Bouthéon depuis quand avez-vous ouvert ?**

Après avoir mûri le projet pendant 4 ans et trouvé les premiers financements permettant à l'association de recruter une professionnelle (CESF) nous avons ouvert le 11 Mars 2011.

**Quelles sont les activités actuelles ?**

Si l'alimentation dans la vie est primordiale, garder sa dignité, créer ou recréer du lien social l'est également.

La CESF organise aussi des ateliers collectifs comme par exemple : ● cuisine : à partir d'un légume de saison ● prévention (le sucre dans l'alimentation) ● information (mutuelle - économies d'énergie - hygiène) ● vie quotidienne (rangement de papiers) ● acheter autrement (lire les étiquettes, faire attention à la pub) ● lutte contre le gaspillage (faire soi même ses produits d'entretien)

Il y a aussi un partage d'activités avec d'autres associations regroupées dans un pôle de solidarité et œuvrant dans l'action sociale. Notre budget est subventionné à hauteur de 20% par des fonds publics... Nous avons un partenariat avec une entreprise, ainsi qu'avec OASIS, un jardin d'insertion bio etc. Nous multiplions nos demandes auprès des entreprises du secteur pour un mécénat. Et enfin nous organisons des activités festives, spectacles, soirées conviviales et culturelles.

**Y-a-t-il beaucoup de retraité-es parmi les bénévoles ?**

Si le travail social d'accompagnement est réalisé par une professionnelle, toute l'organisation (accueil – approvisionnement – vente – logistique – relation – recherche de financement) est assurée par une équipe de 35 bénévoles ayant suivi des formations, et effectivement composée à 90 % de retraité-es. Pour ces dernier-es, c'est souvent vécu comme un partage de leur expérience professionnelle, de leur rôle de grands parents. Pour certain-es c'est aussi vouloir garder un lien social, être encore actifs et actives après une vie de travail bien remplie.

La dimension d'équipe est très importante. Nous nous retrouvons toutes les 6 semaines pour organiser le travail et les plannings en fonction des disponibilités de chacun-e. Certes, cette aventure collective demande du temps, de l'investissement mais c'est enrichissant aussi pour nous bénévoles. Nous restons actives et ouvert-es sur la réalité de la société. Par le concept d'accompagnement des épiceries solidaires on voit des personnes se « relever », repartir. C'est comme disait une famille dernièrement « une vraie bouffée d'air, on se sent respecté ».



*L'épicerie solidaire des 4 ponts fait partie de l'Association Nationale de Développement des Epiceries Solidaires (plus de renseignements sur [www.epiceries-solidaires.org](http://www.epiceries-solidaires.org))*

## MÉDICAMENTS SUR INTERNET : VIGILANCE !

La vente sur internet des seuls médicaments délivrés sans ordonnance est autorisée en France sous certaines conditions depuis janvier 2013. Elle est réservée par les Agences Régionales de Santé (ARS) aux seuls pharmaciens déjà propriétaires d'une officine physique qui, en raison de leur responsabilité, peuvent refuser une commande à un client. Environ 70 sites sont déjà homologués.

Leurs prix étant libres (auxquels il faut ajouter les frais de port) de fortes variations existent selon les sites. Mais ils ne peuvent pas être achetés en grande quantité et ils doivent être limités à la durée habituelle d'un traitement.

Un site web fiable doit comporter un certain nombre d'informations : nom et numéro d'immatriculation du

pharmacien responsable, adresse postale, numéro de licence, nom et adresse de l'ARS ayant donné l'autorisation. Il faut donc se méfier de toute information floue, avec fautes d'orthographe et publicité agressive. La liste des pharmacies virtuelles agréées est consultable sur le site de l'Ordre des pharmaciens ou sur celui du ministère de la santé (<http://www.sante.gouv.fr/sites-autorises-pour-la-vente-de-medicaments-sur-internet,13563.html>)

Plus globalement, depuis le 1er octobre 2013, chacun peut consulter une base de données sur les médicaments qui est à la fois fiable, publique, gratuite, pratique et facile d'accès ([www.medicaments.gouv.fr](http://www.medicaments.gouv.fr)).

# RENONCEMENT AUX SOINS ET PRISES EN CHARGE DES PERSONNES ÂGÉES : ÉTAT DES LIEUX EN 2013

## Renoncement aux soins : la crise a fortement accentué la tendance.

Selon une enquête CSA/Europe Assistance d'octobre 2013, au cours de l'année précédente, 33% des Français-es ont renoncé à des soins en raison de difficultés financières pour eux-mêmes ou un membre de leur foyer. Les femmes (41%) ont été plus touchées que les hommes et les actifs (36%) que les retraités (22%). Le pourcentage a triplé depuis 2008 (11% à l'époque). A titre de comparaison, ce taux a été de 24% en Allemagne et de 23% aux USA.

L'enquête détaille ensuite les cinq types de soins le plus souvent cités auxquels on a renoncé (plusieurs réponses étaient possibles). Les voici par ordre d'importance : ① soins dentaires : 25%\* (19% en 2012) • ② lunettes & lentilles de corrections : 17%\* (10% en 2012) • ③ soins courants (consultations de généralistes ou de spécialistes) : 12%\* (12% en 2011) • ④ soins lourds (opérations ou soins coûteux) : 7%\* (5% en 2011) • ⑤ achat de médicaments : 7%\* (6% en 2011). (\* : % de personnes interrogées ayant cité ce type de soin)

## Prise en charge des personnes âgées et dépendantes: une situation peu satisfaisante

La même enquête auprès des plus de 18 ans nous apprend que l'organisation et la prise en charge des personnes âgées et dépendantes est jugée par les personnes interrogées : • excellente pour 5% (à titre de comparaison : 5% en Suède également) • très bonne pour 4% (Suède : 26%) • bonne pour 28% (Suède : 45%) • moyenne pour 43% (Suède : 21%) • mauvaise pour 21% (Suède : 3%)

Quant à l'aide financière publique pour le maintien à domicile des personnes âgées ou dépendantes elle est jugée de la façon suivante : • tout à fait satisfaisante par 4% • plutôt satisfaisante par 41% • plutôt insatisfaisante par 42% • tout à fait insatisfaisante par 12%

Selon une autre question, cette aide publique était dite satisfaisante par 46%, proportion en diminution par rapport à 2010 (ils étaient alors 50% à avoir cette opinion). Le maintien à domicile est plébiscité par 83%, les maisons de retraite n'étant privilégiées que par 17%.

Pour prolonger au maximum le maintien à domicile, l'effort devrait porter sur les points suivants : • l'emploi d'aides à domicile pour 99% des enquêtés • la télésurveillance pour 88% • la robotique pour l'aide à la réalisation des tâches quotidiennes pour 40%

Enfin, l'origine des financements souhaités pour répondre aux besoins de la vie quotidienne des personnes âgées et dépendantes est la suivante : • public (impôts ou cotisations obligatoires) : 19% • mixte avec davantage de financement public : 28% • public par la collectivité publique et les personnes concernées : 38% • mixte avec davantage de financement personnel : 11% • privé par les personnes et leurs familles : 4%.

Au total, les attentes sont fortes en ce qui concerne la future loi sur l'adaptation au vieillissement. Espérons qu'on ne sera pas trop déçus.

## RAPPORT HONEYBALL : UN PAS SUPPLÉMENTAIRE VERS L'ABOLITION DE LA PROSTITUTION EN EUROPE

Nous saluons l'adoption par le parlement européen du rapport Honeyball sur « l'exploitation sexuelle et la prostitution et leurs conséquences sur l'égalité entre les hommes et les femmes ».

Le vote des députés-es européen-nes en faveur du rapport, le 3 décembre 2013, reconnaît ainsi que la prostitution reste une violence grave faite aux femmes et nuit à l'égalité entre les femmes et les hommes. En effet, ce rapport pointe les échecs des politiques réglemmentaristes mises en œuvre en Allemagne et aux Pays-Bas et défend un modèle abolitionniste comme l'ont mis en place la Suède, le Danemark, et l'Irlande. Nous regrettons toutefois le dépôt d'une opinion minoritaire qui tentait de vider le texte de son contenu abolitionniste et de faire la distinction, que nous réfutons, entre « prostitution forcée et prostitution volontaire ».

Il affirme ainsi la nécessité de lutter contre la traite et le proxénétisme, de dépénaliser les personnes prostituées qui sont des victimes de violences, de contribuer à leur accompagnement social vers la sortie de la prostitution si elles le souhaitent, de travailler à l'éducation et à la prévention, et de responsabiliser les clients par la sanction de l'achat d'acte sexuel.

En France, alors que la loi sur la « lutte contre le système prostitutionnel » a été votée à l'Assemblée Nationale, nous attendons toujours qu'elle passe devant le Sénat. Il faut que la France adopte une réelle politique abolitionniste de la prostitution.

Pour vous abonner et recevoir PST par mail, une seule adresse [snu.pst@gmail.com](mailto:snu.pst@gmail.com)

Ont participé à ce numéro le collectif de la rédaction : Daniel Bossard, Joseph Gabriac, Anne Marie Gourdain, Monique Huguet, Claude Kowal, Guy Masquelier, André Momein, Joseph Romand / mise en page Elisa Szyllit